



prism'emploi
PROFESSIONNELS
DU RECRUTEMENT ET DE L'INTÉRIM

arml ASSOCIATION RÉGIONALE
DES MISSIONS LOCALES
D'ÎLE-DE-FRANCE

Accord de coopération Etat / Prism'emploi / ARML en faveur de l'emploi des jeunes notamment en garantie jeunes

ENTRE

La Direccte Ile de France
Située, 19 rue Madeleine-Vionnet – 93300 Aubervilliers

Représentée par Monsieur Laurent VILBOEUF

ET

Prism'emploi Ile de France,
Professionnels du recrutement et de l'intérim

Représenté par sa Présidente régionale, Madame Dominique VILLEPREUX

ET

L'Association régionale des Missions Locales d'Ile de France,
16, avenue Jean Moulin – 75014 Paris

Représentée par son Président, Monsieur Jacques CROSNIER,

Ci-après dénommés " les Parties "

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Le Gouvernement a engagé une politique très volontariste et des moyens importants, en proposant de nouvelles mesures en faveur de l'emploi des jeunes et en mobilisant les acteurs économiques, en premier lieu, les entreprises. En effet, l'implication des entreprises aux côtés des acteurs de l'emploi est cruciale pour améliorer la qualification des jeunes, leur permettant de renforcer leur employabilité et d'accéder à l'emploi.

Ce présent accord constitue une déclinaison régionale de l'accord de coopération signé le 04 juin 2014 entre L'Etat (DGEFP), Prism'emploi et l'UNML en faveur de l'emploi des jeunes, notamment en garantie jeunes.

La Direccte, service déconcentré de l'Etat en région, assure le pilotage des politiques publiques du développement économique, de l'emploi, du travail, de la concurrence et de la protection des consommateurs. La Direccte est l'interlocutrice des entreprises, des opérateurs de l'emploi et de tous les acteurs socio-économiques pour les questions économiques et sociales.

L'Association Régionale des Missions Locales d'Ile-de-France (ARML-IdF) œuvre pour l'ensemble des Missions Locales franciliennes. Elle consolide et renforce l'action des 76 missions locales de la Région. Au niveau politique, l'ARML-IdF est l'association des Présidents des Missions Locales (élus des collectivités). Elle est le représentant du réseau auprès des institutions, notamment l'État et la Région. Au niveau technique, l'ARML-IdF contribue à augmenter la qualité de l'offre de service des Missions Locales ainsi qu'à valoriser leurs actions pour une meilleure insertion professionnelle et sociale des jeunes âgés de 16 à 25 ans. Son objectif est de soutenir les Missions Locales dans leurs actions et leurs moyens afin de permettre une meilleure prise en compte des publics. Elle agit autour de quatre axes thématiques : relation entreprises et partenariats, formation et professionnalisation, financements, et systèmes d'information. <http://www.arml-idf.org>

Prism'emploi l'organisation professionnelle, qui regroupe plus de 600 entreprises de toutes tailles, présentes sur l'ensemble du territoire grâce à leurs 6 000 agences d'emploi.

L'intérim constitue pour les jeunes, en particulier faiblement qualifiés et sans, ou avec un peu d'expérience, un tremplin vers l'emploi et la qualification en leur facilitant une première expérience professionnelle. Ainsi, les moins de 25 ans représentent en 2014 24,3% de l'ensemble de l'emploi intérimaire, soit 125 966 jeunes intérimaires (ETP).

En Ile de France les 1 008 agences d'emploi s'engagent sur la professionnalisation de leurs salariés intérimaires. 34,6% des salariés formés ont moins de 26 ans.

Pour renforcer son engagement et action en faveur des jeunes, Prism'emploi avec le FAF .TT (OPCA/OPACIF), le FASTT (Fonds d'action Sociale) et le FPE TT (Fonds pour l'Emploi), ont élaboré une démarche « Mission jeunes » consolidant une offre de services dédiée, notamment en direction des agences d'emploi qui ont développé une expertise dans l'intermédiation entre les jeunes et les entreprises qui recherchent des compétences.

Handwritten signatures and initials in black ink. On the left, a large, stylized signature. To its right, the initials 'b5' written above a smaller signature. Further right, another large, stylized signature.

Article 1. Objet de l'accord

L'objet de l'accord vise à proposer un cadre structurant permettant de développer et/ou de renforcer les partenariats au niveau régional et local entre les services de l'Etat (Direccte et UT), les équipes territoriales de Prism'emploi, du FAF.TT, du FPE-TT et du FASTT, les agences d'emploi, les missions locales franciliennes et l'Association Régionale des Missions Locales d'Ile de France.

Ce cadre permettra de consolider et de sécuriser les parcours d'accès des jeunes à la qualification et à l'emploi dans des approches complémentaires. Il permettra de mobiliser une offre de services partenariale adaptée aux besoins et au projet professionnel des jeunes et des entreprises clientes au travers de la démarche « Mission jeunes » et de l'accompagnement des jeunes par les missions locales, en particulier dans le cadre de la garantie jeunes.

L'accord contribuera à :

- donner de la visibilité à l'ensemble des partenaires, profession du travail temporaire, missions locales et Etat sur les offres de services réciproques;
- définir l'engagement des acteurs impliqués et faciliter la mise en œuvre opérationnelle des parcours des jeunes ;
- outiller l'ensemble des partenaires ;
- mettre en œuvre les nouvelles dispositions de la loi sur la formation professionnelle visées à son article 20 pour faciliter les périodes de mise en situation en milieu professionnel.

Article 2. Objectifs opérationnels de l'accord

- Renforcer les opportunités d'accès des jeunes accompagnés par les missions Locales à l'emploi durable.
- Mobiliser les missions d'intérim pour permettre à des jeunes d'accéder à des premières expériences professionnelles et d'acquérir des compétences professionnelles dans leur parcours.
- Renforcer la qualification des jeunes intérimaires pour répondre aux besoins des entreprises en lien avec les perspectives d'emploi sur les territoires.
- Assurer la continuité des parcours professionnels en prenant en compte les freins à leur accès à l'emploi (logement, mobilité, garde d'enfants, mutuelle, ..).
- Contribuer à l'expérimentation de la garantie jeunes en articulant la démarche « Mission jeunes » avec celle de la garantie jeunes .

Article 3. Engagements communs

Les parties signataires s'engagent à assurer la déclinaison de l'accord au niveau local auprès des services de l'Etat, des Missions Locales et de l'Association régionale des Missions Locales d'Ile de France d'une part, et des agences d'emploi adhérentes à Prism'emploi, du FAF.TT, du FPE-TT et du FASTT, d'autre part en :

- informant l'ensemble des acteurs de l'emploi de la signature du présent accord et de ses annexes.
- incitant l'ensemble des acteurs concernés à mettre en œuvre ce partenariat

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a flourish and the number '55'.

- désignant un correspondant par chaque partie signataire pour organiser les relations entre les missions locales et les correspondants des équipes territoriales de Prism'emploi, du FAF.TT, FASTT et du FPETT.
- partageant entre les acteurs de l'emploi et les agences d'emploi les informations relatives à la connaissance des besoins en compétences des entreprises des bassins d'emploi et des besoins des jeunes, notamment dans le cadre d'un diagnostic partagé.
- échangeant régulièrement les informations entre les acteurs de l'emploi et les agences d'emploi sur le déroulement des missions d'intérim et des missions formation du jeune intérimaire.
- veillant à articuler les interventions des acteurs pour assurer aux jeunes une continuité de leur parcours au moyen de l'offre de services partenariale
- informant l'ensemble des parties signataires en amont de toute communication sur l'accord et sur les actions qui en découlent
- mettant à disposition des acteurs concernés les outils d'appui en direction des entreprises.

3.1 Engagements de Prism'emploi

Prism'emploi s'engage à mobiliser les agences d'emploi en vue de contribuer à la qualification et à l'acquisition d'expériences et de compétences pour un meilleur accès des jeunes à l'emploi en :

- assurant la promotion de l'accord et de la démarche « Mission Jeunes », par un plan de communication, auprès de ses représentants régionaux et de ses adhérents.
- incitant les agences d'emploi à partager leur connaissance des besoins d'emploi et des compétences des entreprises.
- incitant les agences d'emploi à proposer aux jeunes de démultiplier les expériences professionnelles au travers des missions d'intérim, CDD, CDI et de mobiliser les dispositifs de formation de la branche.
- incitant les agences d'emploi à mobiliser leur réseau d'entreprises utilisatrices pour proposer aux jeunes toute action leur permettant de découvrir le monde de l'entreprise, notamment à travers les mises en situation en milieu professionnel.
- contribuant à l'expérimentation de la garantie jeunes à travers l'articulation de la démarche « Mission jeunes » avec celle des missions locales
- informant les agences d'emploi sur l'ensemble de l'offre de services dédiée aux jeunes, celle de la branche (décrite en annexe) et celle des partenaires.
- capitalisant les bonnes pratiques mises en œuvre par les agences d'emploi.

3.2 Engagements de l'Etat

La DIRECCTE s'engage à mobiliser ses services (UR et UT) en :

- facilitant la mise en œuvre des actions prévues par le présent accord et le suivi de leur réalisation, notamment à travers les conventions d'objectifs signées par l'Etat et chaque mission locale et l'association régionale des missions locales d'Ile de France.

- facilitant la mobilisation des outils de la politique de l'emploi en fonction des besoins du parcours professionnel pour renforcer l'employabilité, l'accès des jeunes à l'emploi et à la qualification.
- apportant un appui et les outils dédiés aux ETT et à leurs agences d'emploi impliquées dans la mise en œuvre de la garantie jeunes.
- capitalisant les actions développées entre les ETT et leurs agences d'emploi, et les acteurs de l'emploi sur le site du ministère, espace « Tous gagnants » pour les valoriser et diffuser auprès de l'ensemble des acteurs.

3.3 Engagements de l'Association Régionale des Missions Locales d'Ile de France

L'association régionale des Missions Locales d'Ile de France s'engage à mobiliser le réseau des Missions Locales franciliennes pour faciliter la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre du présent accord en :

- incitant les missions locales à mettre en œuvre leur offre de services dans le cadre de ce partenariat qui peut être engagée au plan local, dans leur projet de territoire,
- incitant les missions locales à l'articulation de la démarche de la garantie jeunes avec celle de la « Mission jeunes ».
- soutenant les initiatives de partenariat des missions locales avec les agences d'emploi et en leur apportant un appui technique au plan local,
- valorisant auprès des missions locales, les initiatives partenariales destinées à l'insertion des jeunes concernés par la garantie jeunes vers et dans l'emploi.

Article 4. Les modalités de la mise en œuvre et d'évaluation de l'accord

Les Parties signataires considèrent qu'il est essentiel de mettre en place les conditions nécessaires à la réalisation des objectifs et des actions prévus dans le cadre de l'accord et de rendre compte des résultats obtenus.

Le suivi et le pilotage de l'accord seront réalisés au sein d'un comité régional à l'appui des éléments de bilan transmis par les correspondants désignés par chaque partie signataire. Le comité, se réunira au moins deux fois par an, avec comme objectifs de :

- Faciliter la réussite des actions engagées localement et en produire le rapport d'évaluation annuel et en fin d'accord sur la base d'indicateurs qui seront définis lors de la première réunion du comité de pilotage.
- Mettre en place des actions de communication sur les résultats obtenus en application du présent accord national.

Ce Comité est composé de représentants de la DIRECCTE, de l'ARML Ile de France, de Prism'emploi, du FAF.TT, du FPE-TT et du FASTT et en tant que de besoin des représentants des services déconcentrés de l'Etat ainsi que des équipes territoriales de Prism'emploi et des missions locales.

Article 5. Durée de l'accord

Cet accord est conclu pour une durée de 3 ans, sauf désengagement de l'un ou de l'autre des signataires au moins un mois avant la date anniversaire de la signature. Il est reconductible par avenant.

Fait à Paris le 8 octobre 2015

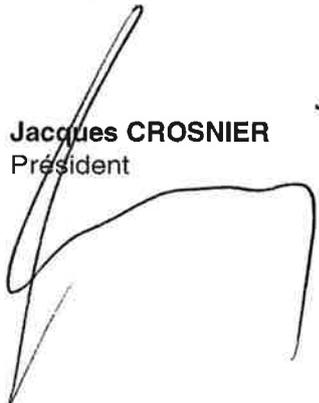
La Direction Ile de France,


Laurent VILBOEUF,
Directeur

Prism'emploi
Professionnels du recrutement et de l'intérim

Dominique VILLEPREUX,
Présidente régionale


Association Régionale des Missions Locales Ile de France


Jacques CROSNIER
Président

ANNEXES

Annexe 1 : Articulation entre les démarches « Garantie jeunes » des missions locales et « Mission jeunes » de la branche du travail temporaire

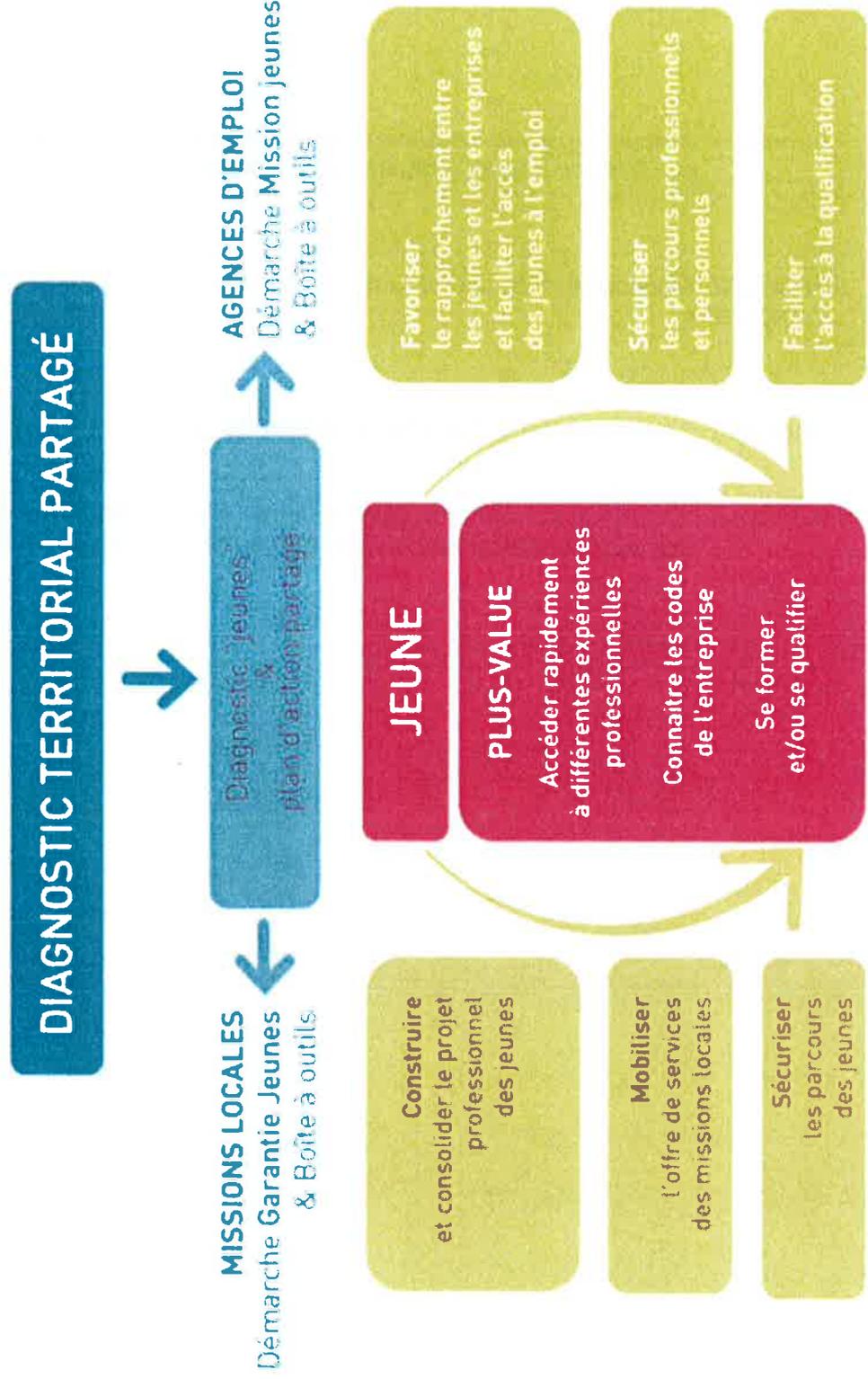
Annexe 2 : Mission jeunes, une offre de Service spécifique de la branche du Travail Temporaire

Annexe 3 : Convention type de partenariat entre ML et ETT

Annexe 4 : Accord de coopération Etat/ Prism'emploi/ UNML en faveur de l'emploi des jeunes notamment en garantie jeunes en date du 4 juin 2014.



ARTICULATION ENTRE LES DÉMARCHES "GARANTIE JEUNES" DES MISSIONS LOCALES ET "MISSION JEUNES" DE LA BRANCHE DU TRAVAIL TEMPORAIRE



ANNEXE 2 : Mission jeunes, une offre de Service spécifique de la branche du Travail Temporaire

Une offre de services dédiée, appuyée sur les outils de la Branche du Travail Temporaire, est proposée pour accompagner les jeunes à l'emploi.

Elle comprend notamment les offres ci-après :

Analyse des besoins en emplois et en compétences des entreprises et du bassin d'emploi

Modalités de partenariat avec la Mission Locale pour le sourcing des jeunes

Accompagnement du jeune à la première mission d'intérim :

- o « Evolu'Pass », outil en ligne à disposition du jeune, pour la valorisation de ses expériences et compétences)
- o Formation en ligne avec l'outil « Mission Possible » sur les codes «entreprise» et les règles d'hygiène et sécurité
- o Visite médicale d'aptitude pour vérifier la capacité de mener à bien la mission d'intérim
- o « Point Conseil Intérimaire » : entretien personnalisé sur des problématiques sociales questionnaire en ligne suivi d'un entretien téléphonique)
- o Services d'accompagnement socio-professionnel pour faciliter l'entrée dans une première mission :
 - Aide au logement
 - Mobilité
 - Garde d'enfant
 - Santé

Délégation en Contrat de Mission « formation » : mobilisation de l'ensemble des dispositifs de formation de la branche (contrat de professionnalisation intérimaire (CPI), contrat de développement professionnel (COPI), contrat d'insertion professionnelle intérimaire (CIPI), période de professionnalisation (PPI) et l'opération collective (OPC).

Evaluation partagée des missions et des acquis.



CONVENTION DE PARTENARIAT

EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES JEUNES, NOTAMMENT EN GARANTIE JEUNES

ENTRE

La Mission locale

Représentée par :

ET

Nom de l'agence d'emploi

Représentée par :

CI-APRÈS DÉNOMMÉS "LES PARTIES"

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Description des parties signataires

La mission locale de:

- Le nombre de jeunes suivis et leur niveau
- Le nombre de jeunes en garantie jeunes.

Et

ETT (nom....):

Le nombre d'entreprises clientes et de missions d'intérim réalisées

Le nombre de jeunes intérimaires suivis

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

En référence à l'accord-cadre national pour l'emploi et la qualification de jeunes signé entre Prism'emploi, le Ministère de l'emploi et l'UNML, l'objet de la présente convention vise à développer et/ou à renforcer le partenariat entre les réseaux des agences d'Emploi et le réseau des Missions Locales pour permettre de :

- Favoriser le rapprochement entre les jeunes et les entreprises du bassin d'emploi concerné
- Faciliter l'accès à l'emploi et à la qualification des jeunes en mobilisant l'offre de services de la mission locale ainsi que la démarche « Mission jeunes » de la branche.
- Assurer la continuité des parcours professionnels en prenant en compte les freins à leur accès à l'emploi (logement, mobilité, garde d'enfants, mutuelle, ...).
- Contribuer à l'expérimentation de la garantie jeunes en articulant la démarche « Mission jeunes » avec celle de la garantie jeunes.

ARTICLE 2. LES ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties signataires s'engagent à mettre en œuvre la présente convention en :

- Partageant les informations relatives à la connaissance des besoins en compétences des entreprises des bassins d'emploi et des besoins des jeunes, notamment dans le cadre d'un diagnostic partagé.
- échangeant régulièrement les informations sur le déroulement des missions d'intérim et des missions formation des jeunes intérimaires.
- Articulant les interventions pour assurer aux jeunes une continuité de leur parcours au moyen de l'offre de services partenariale.
- Communiquant au FAFTT, toutes les informations lui permettant d'assurer le suivi du partenariat.
- Communiquant sur le partenariat auprès de l'ensemble de leurs interlocuteurs (Entreprises partenaires, acteurs de l'emploi, organismes de formation, Etat, Région...)

LA MISSION LOCALE DE S'ENGAGE À :

A. Améliorer la connaissance des jeunes du monde de l'entreprise

- Associer l'agence d'emploi aux ateliers qu'elle organise dans le cadre de son offre de services pour informer et sensibiliser les jeunes sur les secteurs, notamment rencontrant des pénuries de candidats ainsi que sur les emplois intérimaires.
- Organiser des visites en entreprises et faciliter la mise en œuvre de périodes en milieu professionnel en entreprises pour les jeunes en lien avec l'agence d'emploi.

B. Construire des parcours professionnels des jeunes pour répondre aux besoins en recrutements des entreprises et développement des compétences des jeunes

- Accompagner les jeunes à l'autonomie et s'assurer de l'appréhension des codes de l'entreprise en amont et lors du suivi des périodes en milieu professionnel ou des missions d'intérim réalisées.
- Orienter les jeunes en fonction de leur projet et disposant des prérequis définis conjointement sur les missions d'intérim proposées par l'agence d'emploi et organiser conjointement les mises en relation et leur suivi.
- Proposer son offre de services mobilisant, entre autre, l'ensemble des outils de la politique de l'emploi en fonction des besoins des jeunes et des entreprises.

L'AGENCE D'EMPLOI S'ENGAGE À :

- A. Faciliter le rapprochement entre les jeunes, notamment ceux bénéficiant de la garantie jeunes et les entreprises du bassin d'emploi concerné
- Identifier et partager les prérequis (Compétences comportementales, techniques...) attendus sur les postes de travail à pourvoir.
 - Participer aux forums emplois, journées portes ouvertes organisés par les prescripteurs
- B. Faciliter l'accès des jeunes à l'emploi et à la qualification
- Préparer les jeunes à l'intégration dans l'emploi en lien avec les Missions Locales (SAS d'intégration, « Mission Possible »,...)
 - Proposer aux jeunes, répondant aux prérequis de l'Agence d'emploi, une mission d'intérim (CTT, CDD et CDI) en fonction des besoins des entreprises utilisatrices.
 - Organiser, en collaboration avec la mission locale des actions d'adaptation à l'emploi ou de professionnalisation, permettant aux publics jeunes d'acquérir des compétences attendues par les entreprises, en mobilisant l'ensemble des dispositifs de formation de droit commun et ceux de la Branche du travail temporaire.
 - Mettre à disposition du jeune, le passeport de compétences EvoluPass afin de lui permettre de formaliser l'ensemble de ses expériences professionnelles et actions de formation avec l'appui du FAFTT.
 - Mobiliser les services d'accompagnement socioprofessionnel du FAS.TT pour faciliter l'entrée en première mission (aide au logement, mobilité, garde d'enfant, santé) et assurer ainsi la continuité des parcours professionnels (avec l'appui du FAFTT).
 - Assurer le suivi des jeunes en entreprise, informer les interlocuteurs de la Mission Locale des bilans de fin de mission et proposer si nécessaire une médiation avec le jeune.

ARTICLE 4. LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Le lancement et la mise en œuvre du partenariat seront animés par le FAFTT.

Le suivi et l'évaluation de ce partenariat seront réalisés par l'Entreprise de travail Temporaire la mission locale et le FAFTT.

A cette occasion, un bilan d'évaluation annuel et en fin de convention sera établi sur la base d'indicateurs définis lors du premier comité de pilotage de l'accord-cadre national et transmis au comité de pilotage national. Il permettra de mesurer les résultats du partenariat (le nombre de jeunes orientés, les jeunes mis à l'emploi...) et d'envisager le renforcement et la pérennisation du partenariat.

ARTICLE 5. LA DURÉE DU PARTENARIAT

Cette convention est conclue pour une durée de... ans, sauf désengagement de l'un ou de l'autre des signataires au moins un mois avant la date anniversaire de la signature.

Il est reconductible par avenant.

Les parties signataires ont toute latitude pour enrichir cette convention de partenariat d'une annexe précisant les modalités opérationnelles.

Fait à le 2015



Accord de coopération Etat / Prism'emploi / UNML en faveur de l'emploi des jeunes notamment en garantie jeunes

ENTRE

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social
Situé 7, square Max Hymans 75741 PARIS Cedex 15

Représenté par Claire DESCREUX, Déléguée adjointe à l'emploi et à la formation professionnelle

ET

Prism'emploi,
Professionnels du recrutement et de l'intérim
Situé au 56 rue Laffitte 75009 – PARIS

Représenté par son Président, Monsieur Gilles LAFON

ET

L'Union Nationale des Missions Locales,
Située 61 rue Pierre Cazeneuve 31200 TOULOUSE

Représentée par Jean-Patrick GILLE, son Président

Ci-après dénommés "les Parties"

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Le Gouvernement a engagé une politique très volontariste et des moyens importants, en proposant de nouvelles mesures en faveur de l'emploi et en mobilisant les acteurs économiques, en premier lieu, les entreprises. En effet, l'implication des entreprises aux côtés des acteurs de l'emploi est cruciale pour améliorer la qualification des jeunes, leur permettant de renforcer leur employabilité et d'accéder à l'emploi.

Dans ce cadre et en réponse aux recommandations du Conseil européen pour renforcer l'emploi des jeunes dans le cadre de la « garantie européenne pour la jeunesse », le Gouvernement a mis en place, à titre expérimental, la démarche garantie jeunes comme réponse de la France. Cette démarche vise les jeunes de 18 à 25 ans révolus en situation de grande précarité qui ne sont ni étudiants, ni en emploi, ni en formation.

La garantie jeunes, portée par les missions locales, est mise en œuvre sur dix territoires pilotes en faveur de 10 000 jeunes en 2014. D'autres territoires s'engageront dans cette démarche dès 2015.

L'intérim constitue pour les jeunes, en particulier faiblement qualifiés et sans ou avec peu d'expérience, un « tremplin » vers l'emploi et la qualification en leur facilitant une première expérience professionnelle. Ainsi, selon le Baromètre Jeunes de 2013 de Prism'emploi, 90% des jeunes interrogés jugent que l'intérim est un bon moyen d'acquérir une expérience professionnelle.

Prism'emploi a pour principales missions de promouvoir la profession auprès des Pouvoirs publics, du Parlement, des administrations, de la représenter, d'informer les entreprises adhérentes des aspects juridiques, sociaux et économiques, de négocier des accords de branche avec les syndicats de salariés représentant les permanents comme les salariés intérimaires et enfin de négocier des accords-cadres dans différents domaines.

Prism'emploi, avec plus de 600 entreprises de travail temporaire (ETT) adhérentes et leurs 6900 agences d'emploi, et 20 000 salariés permanents sur l'ensemble du territoire, a déjà engagé une politique et mis en place des outils en direction des jeunes, notamment dans le cadre de l'accord national « Action de Développement de l'Emploi et des Compétences » signé par la branche du Travail Temporaire en 2012.

Pour renforcer son engagement et action en faveur des jeunes, Prism'emploi avec le FAF-TT - OPCA/OPACIF, le FASTT - Fonds d'Action Sociale et le FPE.TT - f.onds pour l'Emploi, ont élaboré une démarche « Mission jeunes » consolidant une offre de services dédiée, notamment en direction des ETT qui ont développé une expertise dans l'intermédiation entre les jeunes et les entreprises qui recrutent.

Des partenariats existent sur certains territoires, entre les équipes territoriales de Prism'emploi, du FAFTT, du FPE-TT et du FASTT, les ETT et leurs agences d'emploi, les services de l'Etat au niveau régional et local (DIRECCTE et UT) et les missions locales. Il convient de les renforcer et de les développer sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin.

Les 450 Missions Locales membres du Service Public de l'emploi (SPE) et implantées sur l'ensemble du territoire national, sont présidées par un élu d'une collectivité locale. Elles accompagnent chaque année près d'1,4 million de jeunes âgés de 16 à 25 ans sortis du système scolaire, dans leur accès à l'autonomie et à l'emploi 56 % d'entre eux ont un niveau inférieur ou égal au CAP-BEP, dont 66 % sont non diplômés.

L'Union Nationale des Missions Locales assure à la fois la représentation des missions locales auprès des acteurs publics, économiques et sociaux au plan national et la fonction de syndicat d'employeurs de la branche professionnelle qui regroupe près de 12 000 salariés.


 CD

Article 1. Objet de l'accord

L'objet de l'accord vise à proposer un cadre structurant permettant de développer et/ou de renforcer les partenariats aux différents niveaux régional et local entre les services de l'Etat (Direccte et UT), les équipes territoriales de Prism'emploi, du FAFTT, du FPE-TT et du FASTT, les ETT et leurs agences d'emploi, les missions locales et les Associations Régionales des Missions Locales (ARML).

Ce cadre permettra de consolider et de sécuriser les parcours d'accès des jeunes à la qualification et à l'emploi dans des approches complémentaires. Il permettra de mobiliser une offre de services partenariale adaptée aux besoins des jeunes et des entreprises clientes au travers de la démarche « Mission jeunes » et de l'accompagnement des jeunes par les missions locales, en particulier dans le cadre de la garantie jeunes.

L'accord contribuera à :

- Donner de la visibilité à l'ensemble des partenaires, profession du travail temporaire, missions locales et Etat sur les offres de services réciproques;
- Définir l'engagement des acteurs impliqués et faciliter la mise en œuvre opérationnelle des parcours des jeunes ;
- Outils l'ensemble des partenaires ;
- Mettre en œuvre les nouvelles dispositions de la loi sur la formation professionnelle visées à son article 20 pour faciliter les périodes de mise en situation en milieu professionnel.

Article 2. Objectifs opérationnels de l'accord

- Renforcer les opportunités d'accès des jeunes accompagnés par les missions Locales à l'emploi durable.
- Mobiliser les missions d'intérim pour permettre à des jeunes d'accéder à des premières expériences professionnelles et d'acquérir des compétences professionnelles dans leur parcours.
- Renforcer la qualification des jeunes intérimaires pour répondre aux besoins des entreprises en lien avec les perspectives d'emploi sur les territoires.
- Assurer la continuité des parcours professionnels en prenant en compte les freins à leur accès à l'emploi (logement, mobilité, garde d'enfants, mutuelle, ..).
- Contribuer à l'expérimentation de la garantie jeunes en articulant la démarche « Mission jeunes » avec celle de la garantie jeunes.

Article 3. Engagements communs

Les parties signataires s'engagent à assurer la déclinaison de l'accord aux niveaux régional et local auprès des services de l'Etat, des missions Locales et des Associations régionales des Missions Locales d'une part, et des équipes territoriales de Prism'emploi, du FAFTI, du FPE-TI et du FASTI ainsi que des ETT et de leurs agences d'emploi, d'autre part en :

- informant les entreprises et l'ensemble des acteurs de l'emploi de la signature du présent accord et de ses annexes.
- incitant l'ensemble des acteurs concernés à mettre en œuvre ce partenariat.
- désignant un correspondant régional par chaque partie signataire pour organiser les relations entre les missions locales et les correspondants des équipes territoriales de Prism'emploi, du FAF-TI, FAS-TI et du FPETT.



- partageant entre les acteurs de l'emploi et les ETT et leurs agences d'emploi les informations relatives à la connaissance des besoins en compétences des entreprises des bassins d'emploi et des besoins des jeunes, notamment dans le cadre d'un diagnostic partagé.
- échangeant régulièrement les informations entre les acteurs de l'emploi et les ETT et leurs agences d'emploi sur le déroulement des missions d'intérim et des missions formation du jeune intérimaire.
- veillant à articuler les interventions des acteurs pour assurer aux jeunes une continuité de leur parcours au moyen de l'offre de services partenariale
- informant l'ensemble des parties signataires en amont de toute communication sur l'accord et sur les actions qui en découlent
- mettant à disposition des acteurs concernés les outils d'appui en direction des entreprises.

3.1 Engagements de Prism'emploi

Prism'emploi s'engage à mobiliser les ETT et leurs agences d'emploi en vue de contribuer à la qualification et à l'acquisition d'expériences et de compétences pour un meilleur accès des jeunes à l'emploi en :

- assurant la promotion de l'accord et de la démarche « Mission Jeunes », par un plan de communication, auprès de ses représentants régionaux et de ses adhérents.
- incitant les ETT et leurs agences d'emploi à partager leur connaissance des besoins d'emploi et des compétences des entreprises.
- incitant les ETT et leurs agences d'emploi à proposer aux jeunes de démultiplier les expériences professionnelles au travers des missions d'intérim (CTT, CDD, COI ...) et de mobiliser les dispositifs de formation de la branche.
- incitant les ETT et leurs agences d'emploi à mobiliser leur réseau d'entreprises utilisatrices pour proposer aux jeunes toute action leur permettant de découvrir le monde de l'entreprise, notamment à travers les mises en situation en milieu professionnel.
- contribuant à l'expérimentation de la garantie jeunes à travers l'articulation de la démarche « Mission Jeunes » avec celle des missions locales
- informant les ETT et leurs agences d'emploi sur l'ensemble de l'offre de services dédiée aux jeunes, celle de la branche (décrite en annexe) et celle des partenaires.
- capitalisant les bonnes pratiques mises en œuvre par les ETT et leurs agences d'emploi.

3.2 Engagements de l'Etat

L'Etat s'engage à mobiliser les services de l'Etat (Directe et UT) en :

- facilitant la mise en œuvre des actions prévues par le présent accord et le suivi de leur réalisation, notamment à travers les conventions d'objectifs signées par l'Etat et chaque mission locale et les associations régionales des missions locales.
- facilitant la mobilisation des outils de la politique de l'emploi en fonction des besoins du parcours professionnel pour renforcer l'employabilité, l'accès des jeunes à l'emploi et à la qualification. /
- apportant un appui et les outils dédiés aux ETT et à leurs agences d'emploi impliquées dans la mise en œuvre de la garantie jeunes.
- capitalisant les actions développées entre les ETI et leurs agences d'emploi, et les acteurs de l'emploi sur le site du ministère, espace « Tous gagnants » pour les valoriser et diffuser auprès de l'ensemble des acteurs.

3.3 Engagements de l'UNML

L'UNML s'engage à mobiliser le réseau des Missions Locales au niveau régional et local pour faciliter la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre du présent accord en :

- incitant les missions locales et leurs Associations ou Unions régionales (ARML/URML) pour mettre en œuvre leur offre de services dans le cadre de ce partenariat qui peut être engagée au plan régional ou local, dans leur projet de territoire,
- incitant les missions locales à l'articulation de la démarche de la garantie jeunes avec celle de la « Mission jeunes ».
- soutenant les initiatives de partenariat des missions locales et des ARML/URML avec les ETT et leurs agences d'emploi et en leur apportant un appui technique au plan national,
- valorisant auprès des missions locales et des ARML/URML les initiatives partenariales destinées à l'insertion des jeunes concernés par la garantie jeunes vers et dans l'emploi.

Article 4. Les modalités de la mise en œuvre et d'évaluation de l'accord

Les Parties signataires considèrent qu'il est essentiel de mettre en place les conditions nécessaires à la réalisation des objectifs et des actions prévus dans le cadre de l'accord et de rendre compte des résultats obtenus.

Le suivi et le pilotage de l'accord seront réalisés au sein d'un comité national à l'appui des éléments de bilan transmis par les correspondants désignés par chaque partie signataire. Le comité, se réunira au moins trois fois par an, avec comme objectifs de :

- Faciliter la réussite des actions engagées localement et en produire le rapport d'évaluation annuel et en fin d'accord sur la base d'indicateurs qui seront définis lors de la première réunion du comité de pilotage.
- Mettre en place des actions de communication sur les résultats obtenus en application du présent accord national.

Ce Comité est composé de représentants de la DGEFP, de l'UNML, de Prism'emploi, du FAFTT, du FPE-TT et du FASTT et en tant que de besoin des représentants des services déconcentrés de l'Etat ainsi que des équipes territoriales de Prism'emploi et des ARML/URML



HP6 CD

Article 5. Durée de l'accord

Cet accord est conclu pour une durée de 3 ans, sauf désengagement de l'un ou de l'autre des signataires au moins un mois avant la date anniversaire de la signature. Il est reconductible par avenant.

Fait à Paris, le 4 juin 2014

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social



Claire DESCREUX

Déléguée adjointe à l'emploi et à la formation professionnelle

Prism'emploi

Professionnels du recrutement et de l'intérim



Gilles LAFON
Président

L'Union Nationale des Missions Locales



Jean-Patrick GILLE
Président

